



Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LE FONCTIONNEMENT
DU FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES
ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

1 PRÉSENTATION

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) aide les pays en développement à renforcer leur capacité à mettre en œuvre les normes, directives et recommandations SPS internationales dans le but d'améliorer leur situation sanitaire, zoonitaire et phytosanitaire et leur capacité d'obtenir et de maintenir un accès aux marchés. Ce faisant, il contribue à une croissance économique durable, à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la protection de l'environnement dans les pays en développement. Plus spécifiquement, il aide à accroître la sensibilisation, à mobiliser des ressources, à renforcer la collaboration et à identifier et diffuser les bonnes pratiques pour rendre plus efficace l'assistance dans le domaine SPS. Il apporte également un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets qui favorisent le respect des prescriptions SPS internationales.

1.2. Le STDF est un partenariat mondial établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'autres organisations menant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au STDF et des experts de pays en développement participent activement aux travaux du Fonds. Le STDF est géré et hébergé par l'OMC.²

1.3. Le présent document donne un aperçu des activités en cours et des activités prévues menées par le STDF à l'appui de son programme de travail. Il fournit en outre des renseignements sur le récent examen à mi-parcours du STDF. L'annexe I donne un aperçu des projets en cours du STDF et des dons pour l'élaboration de projets.

1.4. Les délégués qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur la coopération technique liée aux questions SPS sont encouragés à s'abonner à la liste de diffusion électronique du STDF (<http://www.standardsfacility.org/fr/ContactUs.htm>). Le STDF publie régulièrement un bulletin d'information électronique qui donne un aperçu des principaux faits nouveaux dans le domaine du renforcement des capacités SPS, y compris les activités du STDF et de ses partenaires.

2 EXAMEN À MI-PARCOURS DU STDF

2.1. Un examen à mi-parcours indépendant du STDF a été achevé en janvier 2014.³ Il a été réalisé par Saana Consulting et couvre la période 2009-2013. Il examine les résultats du STDF au regard de critères d'évaluation élaborés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE): pertinence, efficacité, efficience, durabilité et impact. Selon le rapport de

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ou de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

² Des renseignements plus détaillés sur le STDF et ses activités, y compris sur ses projets et sur les dons pour l'élaboration de projets, sont disponibles sur son site Web, à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org>.

³ Cet examen était la troisième évaluation du Fonds. Les évaluations précédentes avaient été menées en décembre 2005 et en novembre 2008, respectivement.

57 pages, "[I]es résultats sont remarquables et témoignent du bon fonctionnement du [...] STDF". Les auteurs du rapport concluent que le STDF s'est bien établi en tant que forum de coordination. Les évaluateurs ont souligné que cette fonction avait une "valeur ajoutée" considérable et était adaptée aux objectifs des partenaires, des donateurs et des pays en développement.

2.2. Les projets ont été considérés comme "très bien adaptés aux besoins des bénéficiaires et aux politiques des partenaires et des donateurs". Les approches régionales ont été jugées particulièrement fructueuses et il a été relevé que le STDF devrait les développer davantage. Les activités financées par le STDF dans le domaine de l'élaboration des projets ont été considérées comme "un bon investissement". Plus de 50% du total du financement sous forme de dons a été octroyé à des projets issus de pays les moins avancés (PMA) et d'autres pays à faible revenu. Les donateurs ont noté que le programme de financement par des dons "leur permettait d'élargir l'éventail de leurs programmes d'assistance technique pour les questions SPS à un coût bien moindre que s'ils devaient entreprendre eux-mêmes ces activités".

2.3. La performance du Secrétariat a été qualifiée d'"efficace et économique". Les évaluateurs ont constaté que l'approche participative et consultative du Secrétariat avait contribué à l'efficacité de la mise en œuvre des projets et des activités. Les recommandations sur la manière d'améliorer encore le fonctionnement du STDF, y compris en améliorant encore son cadre de gestion axé sur les résultats et en affectant du personnel supplémentaire pour maintenir et renforcer davantage la fonction de coordination, ont été discutées par les partenaires du STDF, les donateurs et les experts des pays en développement au sein du Comité directeur du STDF le 23 janvier 2014. La mise en œuvre des recommandations sera examinée par le Groupe de travail du STDF le 28 mars 2014.

2.4. Une nouvelle sur l'examen à mi-parcours du STDF peut être consultée sur le site Web de l'OMC et le rapport complet de cet examen (en anglais seulement) peut être téléchargé à partir du site Web du STDF.⁴ Le résumé de l'examen à mi-parcours du STDF, y compris les recommandations formulées, a été distribué au Comité SPS pour information (voir le document G/SPS/GEN/1304).

3 COORDINATION ET DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS

3.1 Questions SPS et facilitation des échanges

3.1. En 2012, le STDF a entamé des travaux de recherche pour analyser la mise en œuvre des mesures SPS dans le contexte de la facilitation des échanges (définie comme la simplification, l'harmonisation, la normalisation et la modernisation des procédures commerciales). Ces travaux englobent des recherches menées au niveau régional dans certains pays et certaines sous-régions d'Afrique et d'Asie⁵ et visent à répertorier et à analyser les expériences, leçons et bonnes pratiques, ainsi qu'à promouvoir le dialogue à leur sujet, afin d'améliorer la mise en œuvre des contrôles SPS de manière à favoriser un commerce sûr, tout en réduisant au minimum les coûts de transaction dans le domaine SPS. De plus, ces travaux peuvent apporter des contributions opportunes en vue de l'incorporation de volets liés aux questions SPS dans des programmes de facilitation des échanges plus généraux.

3.2. Les résultats préliminaires de ces travaux du STDF seront présentés et examinés dans le cadre d'une séance thématique le 26 mars 2014. Cette séance sera ouverte aux délégués chargés des questions SPS et de la facilitation des échanges ainsi qu'aux participants au Groupe de travail du STDF. Ce sera l'occasion d'entendre les constatations et les recommandations issues de la recherche régionale et d'examiner la nécessité d'éventuels travaux de suivi de la part des gouvernements et de la communauté du commerce et du développement en général, y compris le STDF, sur un sujet d'un grand intérêt qui n'a pas été traité de façon systématique jusqu'à présent. Une note d'information sur cette séance, qui en inclut le programme, est distribuée séparément au Comité SPS. Elle peut aussi être consultée et téléchargée à partir du site Web du STDF.⁶

⁴ Nouvelle: http://www.wto.org/french/news_f/news13_f/sps_29nov13_f.htm; rapport complet: http://www.standardsfacility.org/Files/KeyDocs/STDF_MTR_Jan-14.pdf.

⁵ Les travaux ont en outre bénéficié d'une étude de la Banque interaméricaine de développement sur la situation en matière de contrôle quarantenaire en Amérique latine.

⁶ Voir: <http://www.standardsfacility.org/en/TATradeFacilitation.htm>.

3.2 Le commerce international et les espèces exotiques envahissantes

3.3. En marge de la réunion du Comité SPS tenue en juin 2013, le STDF a présenté, en collaboration avec la CIPV et l'OIE, sa publication sur le commerce international et les espèces exotiques envahissantes.⁷ Cette étude examine et analyse les concepts et principes clés ayant trait aux espèces exotiques envahissantes et au commerce international dans le contexte de l'Accord SPS et de la Convention sur la diversité biologique (CDB), et en rapport avec les deux organisations de normalisation concernées (CIPV et OIE) dans le cadre de l'Accord SPS. Elle porte également sur diverses initiatives de renforcement des capacités destinées à gérer l'entrée et la dissémination des espèces exotiques envahissantes (y compris les parasites végétaux et les maladies animales), examine les difficultés et bonnes pratiques communes et présente un certain nombre de recommandations ciblées.

3.4. Les traductions de cette publication en français et en espagnol ont été terminées et seront disponibles prochainement sur le site Web du STDF.⁸

3.3 Établir les priorités dans les choix en matière d'investissement dans le domaine SPS

3.5. Depuis 2010, le STDF a soutenu la mise au point d'un outil d'aide à la prise de décisions reposant sur l'analyse décisionnelle multicritères (ADM), pour aider les pays en développement à établir l'ordre de priorité des options de renforcement des capacités SPS pour l'accès aux marchés. En juin 2013, le STDF a organisé un atelier sur l'utilisation de cet outil. Les partenaires du STDF, les donateurs, les experts des pays en développement, les organisations ayant le statut d'observateur et, en particulier, les bénéficiaires qui avaient appliqué l'outil, ont examiné et fait le bilan de l'expérience et des enseignements tirés dans les pays où le cadre ADM a été utilisé et ont étudié différentes options pour améliorer la méthode et le processus permettant son application.

3.6. Sur la base des recommandations issues de cet atelier, et à la suite des débats tenus par le Groupe de travail en octobre 2013, le STDF modifiera le guide d'utilisateur actuel pour le rendre plus pratique et plus facile à utiliser. Ces travaux se poursuivront pendant la seconde moitié de l'année. Des discussions initiales sur l'achèvement de ces travaux sous la forme d'une "boîte à outils" multimédia ont eu lieu avec l'unité de formation en ligne de l'OMC. On trouvera sur le site Web du STDF plus de renseignements sur l'outil d'aide à la prise de décisions, notamment sur les activités et les publications précédentes du STDF et sur l'expérience des pays où cet outil a été utilisé.⁹

3.7. Les Membres intéressés par l'application d'une approche structurée et transparente de l'établissement des priorités entre les différentes options possibles en matière de renforcement des capacités SPS, tout en bénéficiant des apports du secteur public et du secteur privé, sont encouragés à contacter le Secrétariat du STDF.

3.4 Nouveau film du STDF

3.8. Compte tenu du succès rencontré par le film du STDF "Un commerce en toute sécurité – Protéger la santé, promouvoir le développement" (réalisé en 2009), le STDF mettra au point de nouvelles études de cas audiovisuelles démontrant l'utilité des approches spécifiques en matière de renforcement des capacités SPS. Ces études de cas pourraient être liées aux travaux thématiques précédents du STDF, par exemple ceux qui ont été consacrés à l'utilisation des outils d'évaluation des capacités SPS, aux partenariats public-privé pour améliorer les capacités SPS, au commerce international et aux espèces exotiques envahissantes, aux liens entre les questions SPS et la facilitation des échanges, etc.

3.9. Le film actuel (disponible aussi en arabe, en chinois et en russe) continue d'être largement diffusé et présenté dans des ateliers, des cours de formation et d'autres activités. Ce film peut être vu sur le site Web du STDF et téléchargé à partir de celui-ci.¹⁰ Le Secrétariat peut, sur demande, en envoyer des copies sur support matériel aux Membres.

⁷ http://www.standardsfacility.org/Files/IAS/STDF_IAS_EN.pdf.

⁸ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/TAIAS.htm>.

⁹ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/TAEcoAnalysis.htm>.

¹⁰ Voir: <http://www.standardsfacility.org/fr/IRVideos.htm>.

3.5 Nouveau site Web du STDF et bibliothèque virtuelle

3.10. En juin 2013, le Secrétariat du STDF a commencé l'élaboration d'un nouveau site Web du STDF (fondé sur un système de gestion de contenu), ce qui devrait permettre au Secrétariat de publier, éditer ou modifier plus facilement des contenus. L'achèvement de ce projet était prévu pour le premier trimestre de 2014 mais il a malheureusement été retardé. Le lancement du nouveau site Web est attendu pour juin 2014. Une brève présentation aux Membres du nouveau site et de ses fonctionnalités pourrait avoir lieu à la prochaine réunion du Comité SPS en juillet.

3.11. Le nouveau site Web comportera une nouvelle version de la bibliothèque virtuelle du STDF. Cette bibliothèque (accessible à partir de la page d'accueil du STDF) est un système électronique de gestion de l'information assurant un accès en ligne rapide et facile à un éventail de ressources documentaires centrées sur la coopération technique et le renforcement des capacités dans le domaine SPS. Elle contribue à faciliter le rôle du STDF en tant que plate-forme de partage de connaissances pour l'échange de renseignements liés au domaine SPS et le partage de données d'expérience, ainsi que la définition et la diffusion des bonnes pratiques. La nouvelle version comportera et complètera des liens vers d'autres systèmes d'information et bases de données mis au point et actualisés par des partenaires du STDF, des donateurs et d'autres organisations.

3.12. Les Membres sont vivement encouragés à communiquer au Secrétariat (STDFSecretariat@wto.org) les documents ci-après en vue de leur inclusion dans la bibliothèque: documents et rapports finals de projets, matériels de formation, évaluations de projets, évaluations des capacités dans le domaine SPS, analyses coûts-avantages, études de cas, travaux de recherche pertinents et autres articles sur le renforcement des capacités SPS.

4 ÉLABORATION DES PROJETS

4.1. Le STDF fournit des conseils et un soutien aux bénéficiaires sur les questions liées à l'élaboration des projets dans le domaine SPS et finance des dons pour l'élaboration de projets (DEP) pour aider les bénéficiaires à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. À titre de financement de démarrage, des DEP limités à 50 000 dollars EU peuvent être accordés aux fins suivantes (seules ou en association): i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et/ou iii) élaboration de propositions de projets susceptibles d'être financées par le STDF ou d'autres donateurs.

4.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé 60 DEP au total. Le Groupe de travail du STDF pourra approuver d'autres dons pour l'élaboration de projets à sa prochaine réunion, qui se tiendra le 27 mars 2014.

5 FINANCEMENT DES PROJETS

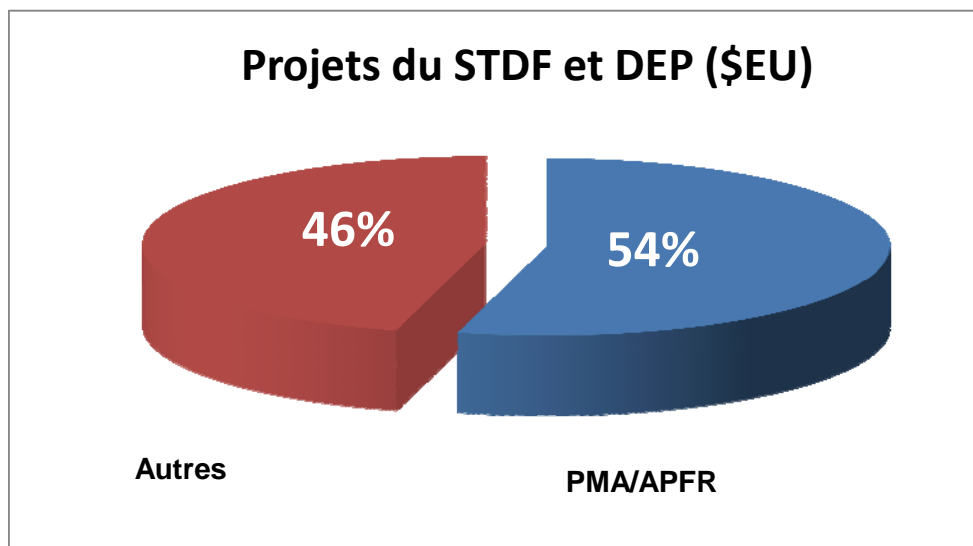
5.1. Des dons pour la réalisation de projets allant jusqu'à 1 million de dollars EU au maximum sont disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'un œil favorable les projets mettant l'accent sur un ou plusieurs des aspects suivants: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) les travaux du STDF concernant des sujets transversaux d'intérêt commun; iii) le recours à des approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iv) les approches collaboratives et interdisciplinaires axées sur l'interface/les liens entre la santé des personnes, la santé animale et la préservation des végétaux et le commerce et auxquelles participent au moins deux partenaires du STDF ou autres organisations pertinentes.

5.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé la réalisation de 66 projets au total. Le Groupe de travail du STDF pourra approuver d'autres projets de financement à sa prochaine réunion, qui se tiendra le 27 mars 2014.

5.3. On trouvera dans l'annexe I un aperçu de l'état actuel des projets du STDF et des DEP. Depuis sa création, le STDF a consacré 54% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux

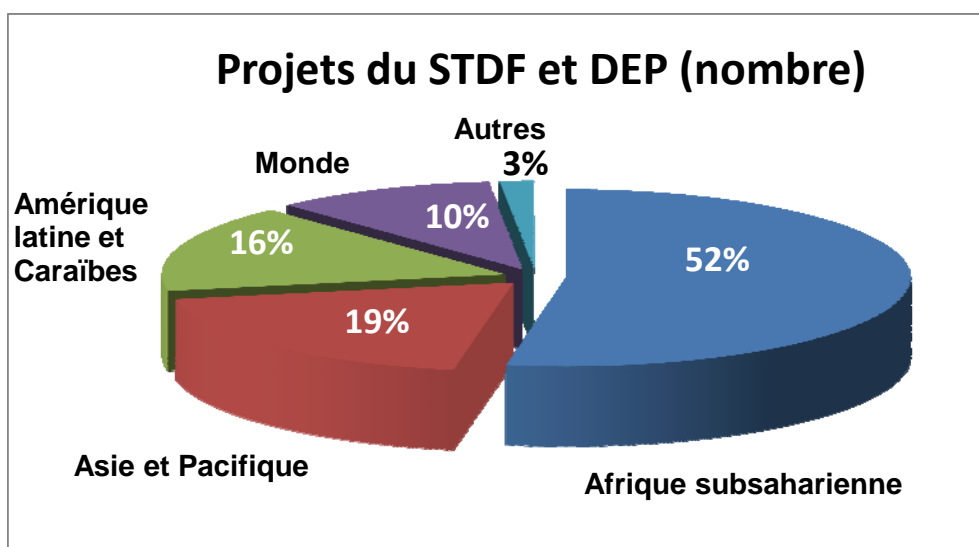
PMA et à d'autres pays à faible revenu (APFR), comme le montre la figure 1 ci-après. Le STDF continue donc d'atteindre son objectif, qui est de consacrer au moins 40% des ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et aux APFR. En particulier, la part des ressources destinées aux DEP attribuée aux PMA et aux APFR reste élevée (80% du budget global consacré aux DEP).

Figure 1: Projets du STDF et DEP (\$EU)



5.4. La figure 2 ci-dessous montre que 52% du total des projets du STDF et des DEP sont consacrés à l'Afrique subsaharienne, 19% à l'Asie et 16% à l'Amérique latine et aux Caraïbes. En outre, 10% des projets du STDF et des DEP peuvent être classés comme mondiaux.

Figure 2: Projets du STDF et DEP (nombre)



5.5. Les demandes de financement par le STDF peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **18 juillet 2014**.

Étapes qu'il est recommandé de suivre lorsqu'un financement par le STDF de dons pour la réalisation de projets ou de dons pour l'élaboration de projets (DEP) est demandé:

1. Ouvrez notre page Internet consacrée aux DEP à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/PGPpgStat.htm>; et notre page sur les dons pour la réalisation de projets à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/PGProStat.htm>, pour voir des exemples de projets antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: http://www.standardsfacility.org/Files/Forms/STDFGuidanceNote_fr.pdf.
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.
4. Envoyez-nous une brève note descriptive de votre projet éventuel à l'adresse suivante: STDFSecretariat@wto.org, pour obtenir en retour des informations sur son admissibilité et ses probabilités de financement.
5. Remplissez un formulaire de candidature, disponible à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/FDAppForms.htm>; et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

ANNEXE I

STADE DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS EN COURS ET DES DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS DU STDF¹

STADE DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS APPROUVÉS

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/242	Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores	Renforcer les capacités SPS dans le pays d'une manière complète et systématique, afin d'accroître l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les produits de la pêche.	Comores	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	30 mars 2012	17 septembre 2012	16 septembre 2015	1 033 673
STDF/PG/302	Appui au secteur du chou dans la région des Niayes (Sénégal)	Augmenter la production de chou et encourager les exportations en provenance de la région des Niayes en contrôlant la dissémination et l'impact de deux ravageurs spécifiques et en aidant les producteurs à respecter les limites maximales de résidus établies par le Codex.	Sénégal	Association des Unions Maraichères des Niayes (AUMN), Sénégal	19 mars 2010	1 ^{er} février 2012	31 janvier 2014	577 142
STDF/PG/303	Étude régionale de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne	Contribuer à renforcer la capacité des gestionnaires de risques à mettre en œuvre les normes internationales grâce à une bonne connaissance des dangers, des risques et des niveaux d'exposition aux substances nuisibles présentes dans les produits alimentaires couramment fabriqués et consommés.	Bénin, Cameroun, Mali, Nigéria	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); Organisation mondiale de la santé (OMS)	19 mars 2013	À déterminer	À déterminer	1 063 708

¹ Les projets et dons pour l'élaboration de projets dont les dates de démarrage et d'achèvement sont à déterminer n'ont pas encore fait l'objet d'une passation de contrat.

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/316	Renforcement du contrôle phytosanitaire et des services de diagnostic en Azerbaïdjan	Améliorer le contrôle phytosanitaire et les services de diagnostic assurés par le Service du contrôle phytosanitaire et l'Administration des douanes afin de maintenir le niveau de protection phytosanitaire nécessaire à la production agricole.	Azerbaïdjan	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	15 octobre 2013	À déterminer	À déterminer	1 000 000
STDF/PG/321	Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du Bangladesh	Organiser les petits crevetticulteurs en groupes gérables et les aider à élaborer et à adopter de meilleures pratiques de gestion pour faire face au problème de contamination à la base.	Bangladesh	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	27 juin 2011	1 ^{er} avril 2012	21 mars 2014	568 750
STDF/PG/328	Au-delà de la conformité: approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion des risques phytosanitaires en Asie du Sud-Est	Élaborer et tester de nouveaux outils d'aide à la prise des décisions privilégiant l'approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion des risques phytosanitaires en Asie du Sud-Est (appui à la mise en œuvre de la NIMP n° 14).	Asie du Sud-Est	Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI) – Asie	28 mars 2011	11 juillet 2011	10 juillet 2014	600 000
STDF/PG/329	Renforcement des capacités SPS pour les exportations de gingembre grâce à un partenariat public-privé au Népal	Accroître les revenus des parties prenantes népalaises dans la chaîne de valeur du gingembre en ajoutant de la valeur au produit exporté vers l'Inde et en renforçant la capacité d'accéder à de nouveaux marchés.	Népal	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	27 juin 2011	7 juin 2012	6 juin 2015	412 629

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/335	Renforcement du contrôle phytosanitaire dans le secteur de la floriculture en Ouganda	Renforcer la surveillance des ravageurs et les capacités de diagnostic pour permettre une meilleure compréhension de la répartition des ravageurs et faciliter la mise en œuvre de stratégies de lutte efficaces.	Ouganda	Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI) – Afrique	30 mars 2012	1 ^{er} octobre 2012	30 septembre 2014	348 632
STDF/PG/336	Renforcement de la lutte contre les maladies animales transfrontalières au Cameroun	Renforcer les capacités institutionnelles et renforcer les services vétérinaires qui s'occupent du système de surveillance.	Cameroun	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	27 juin 2011	1 ^{er} juin 2012	31 mai 2014	510 788
STDF/PG/337	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN	Élaborer un processus régional de génération de données fiables sur les limites maximales de résidus (LMR) pour certaines cultures "mineures" afin de favoriser l'harmonisation avec les normes internationales et d'accroître l'accès aux marchés.	États membres de l'ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)	21 octobre 2011	1 ^{er} décembre 2012	30 novembre 2015	607 000
STDF/PG/343	Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à Sri Lanka	Accroître la compétitivité de la filière de la cannelle, notamment les capacités du secteur à valeur ajoutée, en améliorant les pratiques de transformation et de manipulation.	Sri Lanka	Organisation des nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	21 octobre 2011	1 ^{er} juillet 2012	30 juin 2014	630 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/344	Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine	Harmonisation des procédures modernes d'inspection grâce à un cadre d'inspecteurs des produits alimentaires et de vérificateurs de la sécurité sanitaire des aliments bien formés dans la région pour contribuer à faciliter les échanges et à améliorer la santé publique.	Amérique centrale, République dominicaine	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	30 mars 2012	1 ^{er} juillet 2012	30 juin 2015	905 225
STDF/PG/345	Programme pour la sécurité alimentaire humaine et animale en Amérique latine et dans les Caraïbes	Contribuer à l'harmonisation du cadre réglementaire concernant la production et la commercialisation des aliments pour animaux, afin de garantir leur sécurité sanitaire, ainsi que l'accès aux marchés, sur la base des normes et recommandations du Codex et de l'OIE.	Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay	Asociación de las Industrias de Alimentación Animal de América Latina y Caribe (FEEDLATINA)	19 mars 2013	15 février 2014	14 février 2017	991 100
STDF/PG/350	Manuels phytosanitaires généraux, procédures normalisées et kits de formation	Répondre au besoin de ressources documentaires techniques dans les pays en développement en vue d'améliorer leur capacité de comprendre et d'appliquer les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP).	Côte d'Ivoire, Jamaïque, Malaisie, Soudan	Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)	28 mars 2011	1 ^{er} février 2012	31 janvier 2015	600 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/354	Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes au Sri Lanka	Analyse des contraintes sanitaires et phytosanitaires tout au long des chaînes de valeur, renforcer les capacités des parties prenantes des secteurs public et privé de se conformer aux prescriptions SPS internationales et améliorer la coopération et la constitution de réseaux entre les secteurs public et privé.	Sri Lanka	Centre du commerce international (ITC)	30 mars 2012	1 ^{er} mars 2013	28 février 2015	562 484
STDF/PG/358	Amélioration de la législation vétérinaire dans les pays membres de l'OIRSA	Renforcer les services vétérinaires dans la région en harmonisant le cadre juridique conformément aux normes de l'OIE en matière de contrôle et d'éradication des maladies animales.	Pays membres de l'OIRSA	Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA)	30 mars 2012	1 ^{er} mai 2013	30 avril 2015	488 330
STDF/PG/359	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides pour l'Afrique	Renforcer la capacité régionale en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour l'établissement, la mise en œuvre et le respect des normes internationales en matière de résidus de pesticides.	Bénin, Cameroun, Ghana, Kenya, Mali, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Zambie	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)	11 octobre 2012	1 ^{er} mai 2013	30 avril 2016	446 150
STDF/PG/381	CocoaSafe: renforcement des capacités et partage des connaissances dans le domaine SPS pour le secteur du cacao en Asie du Sud-Est	Maintenir et accroître l'accès aux marchés des exportations de cacao en améliorant les pratiques le long de la chaîne d'approvisionnement pour respecter les normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.	Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée	Organisation internationale du cacao (OIC)	11 octobre 2012	1 ^{er} novembre 2013	31 octobre 2015	604 491

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/401	Formation de facilitateurs de l'évaluation des capacités phytosanitaires	Faire en sorte que les pays en développement soient plus aptes à utiliser l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires pour évaluer leurs propres capacités, identifier les lacunes et planifier leurs programmes phytosanitaires et de développement nationaux.	Pays en développement	Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)	11 octobre 2012	À déterminer	À déterminer	625 148
STDF/PG/436	Renforcement de la capacité régionale de l'Amérique latine de se conformer aux prescriptions en matière d'exportation pour les pesticides	Renforcer la capacité régionale de l'Amérique latine en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour soutenir l'établissement et l'application des normes internationales.	Bolivie, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Pérou, République dominicaine	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	19 mars 2013	1 ^{er} octobre 2013	30 septembre 2016	346 450

STADE DE MISE EN ŒUVRE DES DONNS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP) QUI ONT ÉTÉ APPROUVÉS

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/346-347-348	Étude de faisabilité sur le concept de laissez-passer vert du COMESA	Étude de faisabilité en vue de clarifier le concept de laissez-passer vert et d'examiner les questions juridiques et techniques ainsi que la viabilité économique et commerciale.	Membres du COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	27 juin 2011	1 ^{er} janvier 2012	31 décembre 2013	90 000
STDF/PPG/377	Renforcement du système national de préservation des végétaux en Gambie	Effectuer une évaluation complète des lacunes en matière de capacités phytosanitaires en utilisant l'outil ECP de la CIPV et élaborer un projet pour mettre en œuvre des actions ponctuelles en vue de renforcer le système national de préservation des végétaux.	Gambie	Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)	30 mars 2012	1 ^{er} février 2013	À approuver	50 000
STDF/PPG/379	Promouvoir la participation effective des États membres de la SADC au Comité SPS de l'OMC	Renforcer la capacité des autorités SPS des États membres de la SADC de manière effective leurs obligations en matière SPS et de revendiquer leurs droits en tant que Membres de l'OMC.	États membres de la SADC	Kevin Walker	22 mars 2013	15 juillet 2013	À approuver	25 000
STDF/PPG/392	Intégration des questions SPS en Sierra Leone: une approche globale de la chaîne alimentaire pour développer le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires	Examiner le système national de gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, élaborer des plans pour renforcer la capacité institutionnelle et établir des priorités aux fins de la conformité avec les prescriptions SPS.	Sierra Leone	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	19 mars 2013	1 ^{er} novembre 2013	15 avril 2014	39 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/404	Renforcement de la capacité d'indexage des virus présents dans le matériel végétal au Malawi	Réaliser une étude de faisabilité pour évaluer la viabilité du renforcement de la capacité d'indexage et de la production de plants de banane exempts de virus au Malawi.	Malawi	Département de la recherche agricole (DARS) – Malawi	19 mars 2013	1 ^{er} novembre 2013	À approuver	18 701
STDF/PPG/428	Commerce et amélioration des moyens de subsistance dans la production aquicole en Afrique (TILAPIA)	Aider à consolider une note descriptive sur un projet régional de renforcement des capacités en ce qui concerne la santé des poissons et la biosécurité aquatique afin de soutenir et de développer l'aquaculture et la pêche en Afrique.	Pays africains	Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)	15 octobre 2013	À déterminer	À déterminer	50 000
STDF/PPG/432	Systèmes d'information pour la surveillance et le signalement d'organismes nuisibles dans les pays d'Asie et du Pacifique	Permettre aux pays de mettre en œuvre les normes phytosanitaires internationales et de remplir leurs obligations dans le domaine SPS principalement liées à la transparence et à l'évaluation des risques.	Pays d'Asie et du Pacifique	Département australien de l'agriculture, des forêts et de la pêche (DAFF)	19 mars 2013	À déterminer	À déterminer	49 990
STDF/PPG/435	Renforcement du respect des prescriptions SPS dans la production de sésame au Soudan en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux	Procéder à une évaluation des difficultés en matière de conformité dans la production de sésame destiné à l'exportation et élaborer une proposition de projet visant à renforcer le respect des prescriptions SPS en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux.	Soudan	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	15 octobre 2013	À déterminer	À déterminer	50 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/453	Renforcement des capacités et simplification des mécanismes d'appui en vue d'harmoniser la certification dans le domaine de l'aquaculture	Mettre à l'essai le cadre d'évaluation de la conformité en cours d'élaboration par la FAO et mettre au point une proposition de projet visant à soutenir la mise en place et la mise en œuvre de systèmes publics de certification dans le domaine de l'aquaculture afin de contribuer au libre-échange intrarégional.	États membres de l'ASEAN	Réseau des centres d'aquaculture d'Asie et du Pacifique (NACA)	15 octobre 2013	À déterminer	À déterminer	48 000
STDF/PPG/462	Mise en fonctionnement de la Direction des affaires scientifiques et de la Direction du contrôle des produits alimentaires relevant de la nouvelle autorité gambienne chargée de la sécurité sanitaire et de la qualité des produits alimentaires.	Soutenir un plan de développement quinquennal concernant le fonctionnement efficient et efficace de la Direction des affaires scientifiques et de la Direction du contrôle des produits alimentaires.	Gambie	À déterminer	15 octobre 2013	À déterminer	À déterminer	50 000